

De Sivens à In Salah, une rencontre tourmentée



Aridité pour les activistes sahariens



Arrivé un mois plus tôt en Algérie, je suis resté en Kabylie. En tant qu'activiste écologiste et anticapitaliste, je tiens à rencontrer des militants contre le gaz de schiste. Je pars le 19 mai 2015 vers le Sahara. Les distances sont grandes, les voyages se font en car de nuit. Les quelques routes sahariennes sont d'interminables droites à 2 voies, pas plus large qu'une départementale française. On y trouve une petite ville tous les 50 à 400 km et un barrage de police ou de gendarmerie un peu plus souvent. 2 jours à Ouergla et un jour à Adrar me permettent de rencontrer des militants dans ces deux villes où les mobilisations ont été les premières et des plus dynamiques.

Les rues des villes sahariennes à cette époque sont semi couvertes de sable amené par le vent. Bientôt trois mois que la saison des vents de sable a commencé et les Saharaouis, bien qu'habités, en ont marre. La plupart portent le chèche qui protège leur visage. Sans chèche, le sable entre dans les oreilles, les yeux, les vêtements, mais l'avantage des jours de vent est que la température ne monte pas au dessus des 35°C. Les



maisons en briques de terre se font rares, les parpaings les ont remplacées depuis longtemps. Les constructions sont cubiques. Des fers à béton dépassent des toits terrasse qui permettront de construire un étage supérieur si Dieu nous en donne les moyens. L'habitat est familial multi-générationnel. Si un fils se marie, il faut pouvoir lui offrir un étage pour loger sa famille. Ceux qui en ont les moyens ont la climatisation. L'Algérie produit du pétrole, mais aussi du gaz qui lui permet de produire de l'électricité en abondance à bon marché.

Les collectifs de chômeurs ont été des piliers du mouvement contestataire contre le gaz de schiste. C'est leurs réseaux qui ont permis une mobilisation si forte et leur propagation à l'échelle nationale. Les « réseaux sociaux » ont aussi joué un grand rôle, mais ce qui est remarquable dans cette lutte est le travail de démarchage oral que les militants ont effectué pour expliquer la problématique des gaz de schiste auprès d'un maximum de personnes dans les rues, les places publiques, partout où ils pouvaient.

Arrivé à Ouargla, je dors à l'auberge de jeunesse, ce qui implique que la police soit informée de ma présence. Le lendemain, je me promène en la ville et me rends compte que deux policiers en civil me suivent. Le jour suivant (22 mai), en arrivant à Addrar, le barrage de police de l'entrée de la ville arrête le car et me fait descendre. Après m'avoir contrôlé et fait attendre 45 minutes, ils me laissent repartir vers le centre.

J'y rencontre Mohad Gasmi, un des militants de terrain à avoir initié les mobilisations. Il a consacré tout son temps libre à aller de place en place, de ville en ville, pour diffuser les informations sur la dangerosité de l'extraction des gaz de schiste. Il est fier que ce soit à Addrar qu'ait eu lieu la première marche dès juin 2014. Depuis quelques semaines, Mohad est convoqué fréquemment au commissariat. Pour faire taire les « leaders », le pouvoir de la « république algérienne démocratique et populaire » commence par le harcèlement policier et administratif. Une des étapes suivantes possible et fréquente est de les « acheter » ; une voiture, une maison, un poste de fonctionnaire et/ou le financement d'une haute école pour leurs enfants, ont convertis beaucoup d'activistes au calme de la bourgeoisie. L'étape ultime étant « l'accident de voiture » ou la disparition pure et simple. Je sens Mohad sous pression. Il apprend à vivre avec l'angoisse. Le 23 mai, après une nuit chez lui, je prends un car jusqu'à Aoulef, puis un taxi collectif jusqu'à In Salah. Deux policiers en civil m'y attendent. Ils m'emmènent au commissariat où j'ai le droit à mon premier interrogatoire. La police sait que je viens rencontrer les militants, et a déjà beaucoup d'informations sur moi dont mon numéro de téléphone. Je suppose que c'est une ou plusieurs des personnes que j'ai rencontrées à Ouargla et Addrar qui ont été interrogées par la police et ont préféré parler. Je sors rapidement du commissariat et me rends directement place Somoud.



In Salah : 5 mois de mobilisation



Place Somoud



Repas du matin : dattes et lait

En plein centre de la ville, la place Somoud se tient sur le lieu de l'ancienne base militaire française, détruite après la libération. Elle est le lieu de rencontre des habitants d'In Salah, elle est aussi le lieu occupé presque sans interruption depuis le 31 décembre 2014 pour manifester le refus de la population à l'extraction de gaz de schiste. Deux tentes marabout et des abris construits en bois et branches de dattiers servent de cuisine, dortoirs et salon aux militants. Les seuls meubles sont de grands tapis sur lesquels on s'assoit en cercle. Une vingtaine de jeunes se relayent pour qu'une moitié d'entre eux soient là en permanence, alors que les travailleurs et les plus anciens ne les rejoignent qu'après 18h30 quand la température descend. Ceux qui en ont les moyens organisent et assurent le ravitaillement en eau potable et nourriture. Tout y est collectif : thé, repas, discussions, ... Les soirs, une cinquantaine de personnes sont là. Les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. Parmi eux, un imam qui appelle à la prière quand il se doit, et guide les prières collectives au milieu de la place.

Au Sahara, les villes ont été construites là où de l'eau remontait en surface. Aujourd'hui, des forages approvisionnent la ville. Une nappe phréatique d'eau saumâtre se trouve à une cinquantaine de mètres sous le sol. C'est cette eau qui est pompée pour irriguer les palmeraies de dattiers et qui est traitée pour l'alimentation en eau potable. Une nappe beaucoup plus profonde (plusieurs centaines de mètres) est un des plus grands réservoirs d'eau pure du monde : 30 à 40 milliards de m³ d'eau stockés sous une surface de 7000 m². En cas d'exploitation des gaz de schiste, ces deux nappes seraient probablement polluées toutes les deux par différentes voies, et ce, par les gaz eux même ainsi que par le fluide de fracturation, composé de 750 produits dont 29 cancérogènes, 10 radioactifs et 65 très toxiques⁽¹⁾.

In Salah, ville de 45 000 habitants, est selon les Algériens la région la plus chaude du globe. Devant chaque boutique, de l'eau potable maintenue fraîche dans des bidons isolés est à la disposition des passants, sur chaque place, un tuyau irrigant des dattiers est disponible pour qui a besoin de se rafraîchir. Cette disponibilité de l'eau est une condition immédiatement vitale aux Saharaouis étant donné le climat aride où il arrive que le thermomètre dépasse les 55°C et que le taux d'humidité soit inférieur à 10%. Accepter l'exploitation des gaz de schistes par la fracturation hydraulique équivaldrait à moyen terme à un suicide collectif. C'est ce qu'ont compris les Saharaouis, et c'est pourquoi le sud de l'Algérie a vécu cette année sa première révolte.

Les quelques militants francophones me racontent : Les mois de janvier et février, c'était la grève générale à In Salah. Tous les commerces étaient fermés, les manifestants bloquaient le siège de la daïra (canton, plus petite représentation de l'état sur le territoire) et des autres institutions. Chaque jour, la place Somoud était bondée. Hommes, femmes, enfants, vieillards, Algériens et immigrés (maliens et nigériens), tout le monde était là, pacifique et déterminé. C'était une ébullition de vie comme In Salah n'en avait jamais vue. Les femmes organisaient des repas pour tout le monde. Cette période a engendré beaucoup de créativité. Il en est sorti de nombreux poèmes, textes, chansons et autres œuvres d'art. Cette flambée artistique a été allumée par le besoin d'expression de la population face à l'aberration incompréhensible de ce projet imposé. Après deux mois de mobilisation d'une unanimité populaire sans précédent et d'une conduite impeccable, le président Bouteflika et le gouvernement sont sortis de leur mutisme avec un mépris infect, restant dans le déni. Les militants étaient exaspérés. Le 28 février 2015, au niveau de la base de la multinationale Haliburton où il y a l'un des deux forages expérimentaux, des militants ont cédé aux provocations des gendarmes et leur ont jeté des projectiles. Quelques uns ont été arrêtés. Une émeute a alors commencé et s'est rependue jusqu'au centre-ville où la brigade de gendarmerie a été prise d'assaut par les manifestants qui exigeaient la libération des arrêtés. Gendarmerie et police ont collaboré dans une répression extrême. Lacrymogènes, balles en caoutchouc et « réelles », chars leur ont permis l'expulsion de la place Somoud et la destruction des campements. Le lendemain, après une nuit blanche, la mobilisation était à son comble. Une marche dans la ville a précédé la réoccupation de la place. Vers 11h, quatre policiers en civil ont été aperçus dans les locaux de la Daïra et y ont mis le feu –supposément pour accuser les manifestants et justifier la répression violente. Mais cette action, encore une fois a déclenché la colère des habitants qui ont assiégé le commissariat et la gendarmerie, armés de cailloux et de vinaigre. Un véhicule blindé et un transformateur électrique ont été incendiés. Les émeutiers ont fait une ouverture dans le mur d'enceinte arrière du commissariat. Les policiers se tenaient sur le toit les mains en l'air et suppliaient les militants d'arrêter. En fin d'après-midi, 1200 militaires arrivaient en renfort par avion, mais les émeutes avaient déjà été stoppées par l'intervention d'un groupe de sages qui avaient négocié la trêve réciproque avec le chef du secteur militaire.



Le siège de la Daïra sur la place Somoud



Le trou dans le mur d'enceinte du commissariat a été rebouché

Bilan selon mes narrateurs, plusieurs dizaines de blessés de chaque côté, dont deux militants blessés par balle. L'un ayant été touché près du cœur et sauvé in extremis. Un gendarme tué, écrasé par un mur effondré sous la pression des manifestants.

Une simple formalité

Je dors ma deuxième nuit à In Salah sur la place Somoud avec les militants. Le troisième soir, les policiers viennent me chercher et m'imposent de dormir à l'hôtel (cher et sal) qu'ils me payent. Un policier veille toute la nuit devant la porte de ma chambre soit disant « pour ma sécurité ». Le lendemain matin, 26 mai, j'ai le droit à mon deuxième entretien au commissariat durant lequel on m'explique que le gaz de schiste est un problème algérien qui ne regarde pas les étrangers. Le soir, alors que je m'apprêtais à reprendre le car de nuit vers le nord, la police revient me chercher à 18h30, comme d'habitude pour « une simple formalité » et toujours pour « ma sécurité ». J'ai le droit à 6 heures d'interrogatoire dans un français boiteux par un « inspecteur principal » bête et orgueilleux, assisté de 3 autres policiers. Ils veulent tout savoir de mon cursus scolaire, année par année et le nom de mes établissements scolaires de la maternelle jusqu'à l'université. Ils m'interrogent une bonne demi-heure sur mon rapport à l'islam et à la religion puis à mes voyages passés dans d'autres pays musulmans. Ils me questionnent ensuite sur mes activités en France, veulent savoir pour qui je vote, ... Ils savent que je suis impliqué sur les ZADs. Suit un interminable questionnement sur toutes les personnes que j'ai rencontrées en Algérie, comment je les ai connues, de quoi on a parlé, ... Les tentatives d'intimidation sont ponctuées d'humiliations. Parmi les citations remarquables de l'inspecteur principal : « la démocratie ? Allez faire ça chez vous ! ». Il veut à tout prix me faire avouer que je suis venu « manipuler les militants d'In Salah pour qu'ils continuent la mobilisation ». On me force à signer le P.V. rédigé en arabe. Suivent les prises d'empreintes digitales et de photos. À 2h du matin, on m'amène à l'hôpital pour qu'un médecin fasse un certificat médical attestant de ma bonne santé, et ce, sans m'ausculter, m'adresser la parole, ni même me regarder.

Après une courte nuit à l'auberge de jeunesse avec deux policiers qui dorment dans la même chambre que moi, retour au commissariat. Bref interrogatoire en tête à tête avec le commissaire principal et retour dans les bureaux où l'on me prend de force téléphone et appareil photo. Une fouille intégrale est colorée de questions sur l'usage que j'ai de mes affaires, de la cuillère à la carte routière, en passant par les préservatifs (interdits en Algérie). Toutes mes affaires sont photographiées une par une, ainsi que chaque page de mes cahier et carnet. On me rendra appareil photo et clé USB après que certains fichiers et photos aient été effacés.

On me fait patienter assis sur des chaises, de bureau en bureau. À toutes mes questions concernant le motif de mon interpellation, la possibilité d'être libéré, ... je n'obtiens pas d'autre réponse que : « C'est pour votre sécurité que vous êtes ici, il n'y a aucun problème », « c'est une simple formalité, vous pourrez repartir dans quelques minutes », « vous êtes libre », « vous êtes ici chez vous », ... Dans tous les bureaux, la lumière des néons compense la pénombre procurée par les volets fermés et les rideaux tirés ; les climatisations réglées sur 20°C luttent difficilement contre les 40°C de l'air extérieur qui circule librement par les portes, toutes grandes ouvertes.

Après une nouvelle nuit sous surveillance à l'auberge, on m'amène à nouveau à l'hôpital puis à l'aéroport. On me met de force dans un avion pour Alger, où je serai libre m'affirme-t-on. À Alger, un « comité d'accueil » m'amène au commissariat. Cette fois-ci, j'ai droit à une interprète officielle pour mes 5 heures d'audition. Ils recommencent le même interrogatoire, basé sur le premier. L'interprète épuisée me traduit très brièvement le P.V. fini, que je signe, ainsi qu'un papier stipulant qu'en vertu des lois actuellement en vigueur, je suis sommé de quitter le territoire algérien dans les plus brefs délais. Ils veulent me forcer à payer un billet d'avion. Je leur explique inlassablement que pour des raisons écologiques, je ne prends jamais l'avion (de mon plein gré) et que j'ai un déjà un billet de retour en bateau, et j'obtiens gain de cause au bout

d'une heure. Puis j'ai droit à nouveau à la prise d'empreintes digitales et photos. J'attendrai les quatre jours suivants dans des bureaux de commissariats. Je dors la première nuit à même le carrelage d'un bureau. Les autres, j'aurai droit à un matelas. On me déplace de bureau en bureau en fonction de la disponibilité. Parfois dans la salle d'attente. Mais je suis surveillé à vue en permanence, on me suit jusqu'aux toilettes, tout contact avec un civil algérien est proscrit. On essaye de me faire croire que je suis expulsé à cause de mon visa qui a expiré, que je pourrai revenir en Algérie quand je voudrai, que tout ça est pour ma sécurité, que je suis libre... Je n'avais jamais été confronté à autant de mensonges et d'hypocrisie en si peu de temps. Et le comble : affichée à l'étage du commissariat du port d'Alger, la déclaration universelle des droits de l'Homme!

J'embarque sur le bateau pour Marseille le 1^{er} juin. J'arrive le 2 et suis réceptionné par... la police française ! N'ayant rien à déclarer, je suis vite libéré.

- (1) http://www.elwatan.com/complements/2015/02/27/moratoire-de-gaz-schiste-insalah_2601380.pdf:

Annexes à la demande de moratoire contre les gaz de schiste :

-«**Quelques aspects techniques, environnementaux et économiques concernant la fracturation hydraulique**» (Dr Mohammed Said BAGHOUL, consultant hydrocarbures ; Hossine BEN SAAD, expert International ; Naceur DJABI, sociologue ; Maamar BEN GUOURBA, professeur de géophysique à l'université d'Oran ; Dr Sabrina RAHMANI, ophtalmologue.

-«**Les impacts sur l'environnement des activités d'extraction de gaz de schiste** » (Segni Ladjel, directeur de laboratoire et professeur de phyto- chimie à l'université d'Ouargla)

